

La société contre le bipartisme ?

DANS l'histoire politique nigériane, le président actuel, le général Ibrahim Badamasi Babangida, devrait occuper une place très originale. Il est le premier chef d'un régime militaire à prendre le titre même de président ; de plus, il a clairement déclaré qu'« un régime militaire est une aberration » et qu'il n'a aucune intention de rester au pouvoir après 1992, date de la transmission du pouvoir aux civils (1).

Le régime Babangida n'est pas un régime comme les autres. D'abord, le général Babangida est le premier chef d'État ressortissant du Nord-Nigeria qui n'est pas diplômé du « Barewa College » (2). Il représente une nouvelle génération ainsi qu'une nouvelle coalition dans le paysage politique nigérian, composée en grande partie de ressortissants des ethnies dites minoritaires qui pendant très longtemps étaient à l'écart du pouvoir. Le programme de transition politique conçu par le régime est très radical dans le contexte politique nigérian. Lui-même disait que le programme vise non seulement à assurer le retour des civils au pouvoir, mais aussi la transformation profonde aussi bien des institutions que de la culture politique au pays (3). Le général Babangida intervient dans l'arène politique nigériane à un moment clé où les principaux acteurs en scène sont tous en train de disparaître par un processus normal de vieillissement. Sommes-nous alors en présence d'un régime qui entame une nouvelle mutation dans le corps politique nigérian ?

« Le Maradona » de la vie politique nigériane

La presse nigériane a surnommé le général Babangida « Maradona » (4). Il est tellement habile qu'il arrive toujours à marquer des buts même dans le bourbier nigérian. Son régime est issu de celui de Buhari grâce à une révolution de palais justifiée par les tendances arbitraires et répressives du régime précédent. C'est pourquoi le général Babangida a fait son entrée en imposant le respect des droits de l'homme, en relâchant plus de 2 000 détenus et en abrogeant le décret n° 4, qui autorisait des punitions sévères à l'encontre des journalistes qui publient des articles dérangeant le gouvernement même si les faits rapportés sont véridiques.

L'ancien régime du général Buhari s'est rendu célèbre surtout par rapport au décret n° 2, qui autorisait le chef d'état-major, et par extension tous les services de renseignements, à garder à vue, sans procès public, n'importe qui pour une durée de trois mois renouvelable. En plus, le régime poursuivra une politique de discipline forcée — *War Against Indiscipline* (WAI : guerre contre l'indiscipline) qui « terrorisa » la population. Les Nigériens, peu habitués à faire la queue, ont souvent été battus par les militaires pour manquement au code de bonne conduite et les travailleurs qui arrivaient en retard au bureau pouvaient se retrouver du jour au lendemain au chômage.

Ce régime, trop dur dans le contexte nigérian, avait aussi des défauts structurels. Le principe du « caractère fédéral » (*federal character*) qui concerne l'incorporation de « représentants » de tous les grands groupes ethniques du pays et de chaque État de la Fédération dans chaque régime, principe si cher aux yeux des Nigériens, n'a pas été respecté, le régime de Buhari était dominé par ses pairs Haoussa/Peuls et anciens condisciples musulmans de Barewa College, un groupe connu sous l'appellation de « mafia de Kaduna » dans le jargon politique nigérian (5). Les groupes ethniques yorouba,

(1) *West Africa*, 20/9/87. P. 1897.

(2) Barewa College, créé en 1921 à l'époque coloniale avec l'appellation de « Katsina College », avait pour objectif la création d'un corps de leaders nordistes, musulmans et conservateurs. Les notes y étaient données uniquement sur la base des « qualités de commandement ». Seuls le régime du général Ironsi en 1966 et celui du général Babangida n'ont pas été dominés par les « Barewa Old Boys ».

(3) Allocation radiophonique du général Ibrahim Babangida, à la nation sur le programme politique, juin 1987.

(4) Célèbre joueur de football argentin.

(5) La « mafia de Kaduna » s'est développée dans le vide du pouvoir créé en janvier

1966 après l'assassinat des Premiers ministres du Nigeria et du Nord-Nigeria ; elle est le fait d'un mouvement avant-gardiste visant à recréer le pouvoir nordiste. Le mouvement fut composé de jeunes diplômés universitaires (la plupart étant des « Barewa Old Boys »), dans la fonction publique, l'Université Ahmadu Bello de Zaria et l'armée qui sont devenus les plus importants groupes de pression pendant le régime du général Yakubu Gowon. Pendant les années 1970, ils ont pu transformer leur pouvoir politique en pouvoir économique par le contrôle des entreprises publiques, l'indigénisation des sociétés étrangères, etc. En 1979, ils ont voulu la désignation d'Adamu Chirama comme candidat du NPN mais ils ont

igbo et les chrétiens en particulier, y compris les « minoritaires du Nord », étaient très faiblement représentés.

Dans ce cadre, les putschistes de 1985 ont dû former une coalition élargie sur le plan national. Ismaila Mohammed fut le premier journaliste à remarquer la couleur politique de la nouvelle coalition (6). Les Haoussa/Peuls, qui ont toujours contrôlé le pouvoir au Nord-Nigeria et même dans l'ensemble du pays, étaient éloignés de celui-ci par les populations non musulmanes dites « minoritaires » des provinces de Plateau, Benue, Niger, Ilorin, Kabba, Sud-Zaria, Sud-Adamawa et Bauchi. La « mafia de Bida » (les généraux Babangida et Vatsa étaient anciens élèves du lycée de Bida) et la « mafia de Langtang » (beaucoup de nouveaux dirigeants sont originaires du village de Langtang, dans l'État du Plateau) ont remplacé la « mafia de Kaduna », disait Ismaila Mohammed.

Pour la première fois, ces « minoritaires » se trouvaient majoritaires au sein des instances supérieures du pouvoir : AFRC (*Armed Forces Ruling Council*, Conseil de direction des forces armées), Conseil des ministres et Conseil des gouverneurs. Mais depuis 1985, les deux remaniements gouvernementaux ont rééquilibré un peu cette distribution du pouvoir, bien que les « minoritaires » gardent toujours un léger avantage.

L'habileté du président Babangida est démontrée aussi par sa capacité à élargir la coalition autour de lui aussi bien sur le plan professionnel que politique. Beaucoup de ses ministres sont des technocrates comme le professeur Kuti, ministre de la Santé, Tony Momoh, ministre de l'Information, et Kalu I. Kalu, un technocrate du FMI, ministre du Plan, chargé de la mise en place du programme d'ajustement structurel (PAS) du FMI. Pour le programme de transition politique, la moitié des membres du bureau politique chargé de proposer les grandes lignes de la troisième République sont des professeurs de science politique. Le président de la Commission électorale nationale, Eme Awa et son secrétaire, Adele Jinadu, sont aussi professeurs de science politique. En effet, la presque totalité des piliers de l'Association nigériane de science politique soutiennent le régime.

A côté des ministres, le président a créé un véritable gouvernement parallèle avec des gens aussi différents que le professeur Ikenna Nzimico, un vieux marxiste igbo, et le professeur Sani Zahraddeen,

échoué. Finalement, ils ont poussé leurs amis dans l'armée vers le coup d'État de décembre 1983. Voir S. Othman, « Classes, Crises and the Corep ». *The Demise of Shagari's Regime*

African Affairs vol. 83, n° 333, octobre 1984.

(6) Ismaila Mohammed, « The New Political Realignment », *Sunday Concord*, 20 octobre 1985.

un intégriste musulman de Kano, ou le professeur Jonah Elaigwu, un politiste conservateur.

Le général Babangida a réussi également à s'imposer chez les politiciens. Il a d'abord suscité de la part des deux derniers grands politiciens — Awolowo (peu avant sa mort) et Azikiwe — l'engagement qu'ils se retirent définitivement de la scène politique. Puis il a frappé d'interdit la totalité de la classe politique actuelle. Tous ceux qui ont pratiqué le jeu politique de 1960 à 1983 sont interdits de séjour dans la vie politique de la République. Avec cette exclusion, la classe politique est désormais divisée en deux camps, les anciens très mécontents et les nouveaux très satisfaits de leur accès vers un pouvoir beaucoup plus ouvert.

Les capacités et l'habileté politique du président Babangida se sont révélées lors des tractations avec le FMI. La conjoncture créée par l'envergure de la crise économique nigériane, les conditions très dures du programme d'ajustement structurel (PAS) du FMI et une population mobilisée contre lui ont créé des blocages qui ont conduit à l'échec des deux régimes précédents — Shagari et Buhari. Seul le général Babangida a pu débloquent la situation. D'abord, dès son arrivée au pouvoir, il déclara que la question de ses tractations avec le FMI était tellement importante que le gouvernement ne pouvait pas prendre une décision seul. « Il faut que le peuple nigérian prenne ses propres responsabilités sur cette question qui concerne de grands intérêts nationaux et la souveraineté du pays », a-t-il expliqué. Il a donc proposé un débat national animé par un comité de juges. En trois mois, il y eut 4 200 interventions écrites, parmi lesquelles 65 % furent opposées au prêt du FMI. Le président accepta le résultat et déclara que le prêt était désormais rejeté.

Puis il précisa que ce vote contre le FMI allait dans le sens d'un plébiscite pour un PAS nigérian, puisque la crise économique était propre au Nigeria et non pas au FMI. Il entama alors l'application du PAS et les partenaires occidentaux qui avaient compris la politique de Babangida ont débloquent des crédits par le canal de la Banque mondiale (BIRD). Petit à petit, les Clubs de Paris et de Londres ont rééchelonné les dettes et finalement, l'accord avec le FMI a été signé sans que les Nigériens s'en rendent compte. Le président est bel et bien « Maradona ».

Cela dit, il n'empêche que le président Babangida a connu des échecs et des problèmes graves. Sa « bévue » la plus notoire fut la tentative d'intégrer le Nigeria comme membre de plein droit de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Cette action a déclenché une vive polémique entre chrétiens et musulmans et a bien failli emporter le gouvernement lui-même. Bien que seul le chef d'état-major, E. Ukiwe, ait été relevé de ses fonctions, la rancœur entre les deux camps n'a fait que s'accroître. En effet, en

mars 1987, les deux camps se sont affrontés avec une rare violence. Le bilan a été lourd en victimes humaines et matérielles (7).

Le régime de Babangida est actuellement accusé par les fidèles de chacune des religions d'être au service de l'autre. Les musulmans sont mécontents de la prépondérance des chrétiens dans les instances du pouvoir.

Les chrétiens, eux, disent que les musulmans arrivent à faire ce qu'ils veulent parce que le président lui-même est musulman. L'archevêque catholique de Lagos, Anthony Okogie, a déclaré que les chrétiens étaient prêts « à faire brûler la nation dans une guerre religieuse ». Cette situation pourrait se détériorer si les deux partis prévus pour fin 1989 se constituaient suivant la ligne de clivage chrétiens/musulmans. Le programme de transition vers le régime civil risque alors de cacher une véritable bombe à retardement.

Le programme de transition vers le régime civil

Le programme de retour au régime civil est basé sur la Constitution de 1979, mais, tout de même, avec quelques modifications importantes. Le général Babangida lui-même a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas répéter le style de transition politique de 1979. Son programme comporte des étapes plus lentes et sera conduit autour d'une nouvelle culture politique. « La stratégie qui présidera à ce retour (des militaires) aux casernes devra d'abord opérer une restructuration fondamentale du corps politique de la nation, et assurer pour cela une éducation politique "orchestrée" à la fois par les civils et les militaires (8). »

Pour développer cette nouvelle culture politique, un Bureau politique a été créé en 1986 en vue d'étudier la culture et la société nigérianes et de proposer une nouvelle philosophie ainsi que des nouvelles structures gouvernementales. Le Bureau a reçu 27 324 mémorandums et son rapport ainsi que les avis du gouvernement ont été déjà rendus publics (9). Les grandes lignes de la Constitution de 1979 ont été retenues, à savoir un système politique fédéral, présidentiel et bicaméral au niveau central et un gouverneur avec une législature unicamérale au niveau des États fédérés. Ce système de Constitution pour 1992 recèle un élément complètement nouveau — la restriction du nombre des partis politiques. Pour la première fois dans l'histoire politique nigériane, une Cons-

(7) Voir nos articles « Politics and Religion in Nigeria. The Parameters of the 1987 Crisis in Kaduna State », à paraître dans la *Review of African Political Economy*, 1988, et « Les uniformes des lycéennes nigérianes », *Politique Africaine* n° 29, mars 1988.

(8) *Bulletin quotidien de l'Afrique*, 27/1/88.

(9) Federal Government of Nigeria (1987) *Government Views and Comments on the Findings and Recommendations of the Political Bureau*, Lagos, pp. 78.

titution propose la limitation des partis politiques et suggère même de réduire leur nombre à deux, donc un système bipartite.

Le gouvernement a toutefois rejeté la recommandation selon laquelle les deux partis politiques doivent s'inspirer de l'idéologie socialiste en expliquant qu'une idéologie ne devra pas être imposée d'en haut. Les idéaux très généraux du plan de développement de 1970-1974 sont donc proposés comme principes directeurs de la troisième République. Bien que l'aspect idéologique des propositions ait été rejeté, le côté instrumental est retenu qui veut qu'un organisme chargé de l'éducation politique et de la mobilisation sociale soit créé. Cet organisme est déjà en place : c'est le MAMSER (*Mass Mobilisation for Social Justice, Self Reliance and Economic Recovery*), dont les objectifs sont d'éduquer et de mobiliser les masses et les groupes comme les jeunes, les vieux, les femmes, les handicapés (10).

Le directeur du MAMSER explique que l'organisme créera des structures de mobilisation des communes au niveau fédéral.

Le programme détaillé de transition politique ci-joint montre que le régime Babangida est beaucoup plus volontariste que les régimes précédents. Il ne subit pas le processus de restructuration constitutionnelle, il le dirige. De plus, son PAS est en train de changer jusqu'au caractère même de l'économie avec la substitution de la philosophie de l'interventionnisme étatique à une philosophie beaucoup plus libérale.

Les élections aux collectivités locales et à l'Assemblée constituante

Le 12 décembre 1987, des élections sans participation des partis politiques pour les conseils locaux se sont déroulées dans le cadre du programme de transition. L'arbitre fut la NEC (*National Electoral Commission* : commission électorale nationale) présidée par le professeur Eme Awa. Ces élections avaient une importance capitale puisqu'elles étaient une première indication de la réponse populaire au programme de transition. Treize mille candidats se présentaient et, dans beaucoup de circonscriptions électorales, il y eut jusqu'à huit candidats pour une seule place. Le bilan politique est clair : les Nigériens s'intéressent plus que jamais à la vie politique !

Ces élections ont révélé que les classiques problèmes électoraux ne sont guère résolus, et en premier lieu celui du nombre des électeurs. La NEC est partie sur la base de la liste électorale de 1983, qui donne un chiffre de 50 millions d'électeurs, déjà contesté en

(10) Dr Jerry Gana, in *Newswatch*, 21/9/87.

1983. La NEC en a ajouté 10 % et a donc imprimé 55 millions de cartes. Mais ces cartes n'ont vraisemblablement pas suffi et la NEC fut obligée d'imprimer et de distribuer 13 millions de cartes supplémentaires — donc 68 millions d'électeurs dans un pays de 100 millions d'habitants —, ce qui est sans doute exagéré. Malgré toutes ces cartes imprimées, beaucoup d'électeurs n'ont pas pu s'inscrire pour le scrutin, y compris des notables comme l'oba de Lagos, l'émir de l'Ilorin et l'épouse du gouverneur militaire de Lagos.

De plus, la NEC a constaté un certain nombre de fraudes pendant les élections. Des urnes sont arrivées déjà remplies et des bureaux de vote sont restés fermés. Le processus même de l'élection fut problématique. Les bulletins n'avaient ni nom, ni symbole, ni photo des candidats. La NEC a utilisé une nouvelle technique comportant un certain nombre de barres pour chaque candidat. Les rapports parus dans la presse montrent que beaucoup d'électeurs ont eu du mal d'une part à compter les barres et d'autre part à se rappeler combien de barres avaient été attribuées à leurs candidats.

Un Tribunal de transition vers un régime civil nommé 3 jours avant le scrutin n'a pas pu fonctionner avant les élections. La NEC avait pris là une position assez curieuse, puisqu'elle a insisté sur le fait que le système judiciaire était dessaisi de tout litige électoral, alors que le tribunal spécial n'a pu prendre ses fonctions à temps.

Enfin, l'indépendance de la NEC a été compromise par des interventions gouvernementales dans les processus électoraux. Quelques gouverneurs d'État ont, à titre d'exemple, nommé directement les présidents de bureaux de vote.

Malgré tous ces problèmes, le professeur Eme Awa, président de la NEC, a donné à son organisme une bonne note, puisqu'en fin de compte il n'y eut que 312 irrégularités sur 5 000 circonscriptions, à l'en croire.

Les élections à l'Assemblée constituante, qui se sont déroulées le 23 avril dernier, mettent, elles aussi, des points d'interrogation sur l'avenir de la démocratie nigériane. D'abord la NEC, sous la direction du gouvernement, a décrété que seulement deux candidats pouvaient se présenter aux élections de l'Assemblée constituante, dans la perspective du futur système bipartite. Le problème fut que dans la plupart des circonscriptions, il y avait de 8 à 12 prétendants. La grande majorité de ces prétendants a été disqualifiée selon un critère très nébuleux : se garder des extrémistes ! Comme le gouvernement n'avait pas défini ce qu'est l'extrémisme, les décisions de la NEC ne pouvaient qu'être arbitraires. En plus, la NEC a refusé de répondre aux plaignants mécontents de la manière dont ils avaient été disqualifiés. Il faut rappeler aussi que cette élection

a été très impopulaire, puisque faite au second degré par les conseillers locaux élus en décembre dernier.

Malgré cela, un cinquième des membres de l'Assemblée a été nommé directement par le gouvernement, y compris le président, son adjoint, le secrétaire et les vice-présidents des comités du processus. L'aspect le plus inquiétant du processus est la longue liste des interdits présentée par le président dans son allocution inaugurale, le 11 mai dernier.

« L'Assemblée constituante n'a pas le pouvoir de créer des États, de changer les frontières des États ou des collectivités locales. Je dois aussi déclarer solennellement que l'Assemblée ne devrait pas se livrer à l'exercice futile qui consisterait à essayer de modifier les composantes de l'ordre politique actuel du Nigeria, qui sont le fédéralisme, le présidentielisme, le refus d'une religion d'État, le respect des droits de l'homme. Je dois aussi ajouter à ces éléments le système bipartite, le bannissement et l'exclusion de la vie politique affectant certains individus et enfin la croyance qui nous est très chère en des libertés essentielles, y compris la liberté de la presse. » (11).

Toutes ces interdictions amènent à la conclusion que le pouvoir réel de l'Assemblée pour construire une nouvelle Constitution indépendamment de la volonté du régime Babangida est très limitée ; le régime est déterminé à restructurer le paysage politique nigérian vers un système de démocratie guidée et limitée. Le problème est qu'il y a tout de même une tradition multipartite démocratique au Nigeria, qu'on ne peut enfermer dans les limites d'un système bipartite.

Le bipartisme face au politique à géométrie variable

Une image simple a cours au Nigeria : la vie politique se déroule autour de trois axes régionaux, le Nord, l'Est et l'Ouest. Sans doute le cadre fédéral du droit public imposé par la Constitution MacPherson en 1951 a-t-il favorisé l'organisation politique et les luttes pour le pouvoir selon les critères régionaux tripartites. Tout de même, sous ce régionalisme, se cachent deux autres tendances : l'une complexe, multipartite, diffusée et induite par les facteurs locaux ; l'autre simple, bipartite et surtout agrégative. Ce sont ces trois tendances qui constituent la géométrie complexe de la vie politique

(11) Général Ibrahim Babangida « The March to a Viable Political Order », dans *The Reporter*, 13/5/88.

nigériane. Nous commencerons avec la première image d'Épinal d'une société à politique tripartite.

Le système partisan moderne au Nigeria peut être daté de 1944, avec la formation du NCNC (*National Council of Nigeria and the Cameroun*), un parti qui regroupait des syndicats, des associations de jeunesse et des unions ethniques, tous engagés dans la lutte pour l'indépendance du pays. Le caractère pan-nigérian du NCNC fut compromis en 1948 avec le lancement de l'ISU (*Igbo State Union*) une fédération igbo qui petit à petit est devenue le noyau directeur du NCNC.

A vrai dire, l'ISU elle-même s'est créée en riposte à la formation en 1947 de l'*Egbe Omo Oduduwa*, un mouvement ethnique pan-yorouba constitué par quelques militants politiques opposés à Nnamdi Azekiwe, le leader igbo du NCNC. L'*Egbe* était dirigé par Obafemi Awolowo, un nationaliste yorouba qui a transformé l'*Egbe* en parti politique en 1950 : l'*Action Group* (AG). Au Nord, les exigences des élections de 1951 et la montée du nationalisme au Sud-Nigeria ont provoqué la formation d'un parti pan-nordiste, le NPC (*Northern Peoples Congress*). Le NPC était issu du mouvement culturel nordiste — *Jam'iyyan Mutanen Arewa*.

Ce système tripartite s'est maintenu malgré les changements politiques et constitutionnels depuis 1960, en particulier les changements structurels qui ont commencé avec la création d'une 4^e région, le Moyen-Ouest, en 1963, 12 États fédérés en 1967. Pourtant, le tripartisme est resté intact, ou presque. A titre d'exemple, la plupart des manœuvres politiques déclenchées depuis la promesse de retour à un régime civil en 1992 se présentent sous la forme tripartite. Le 6 juin 1987, Obafemi Awolowo, le chef de file des politiciens yorouba, était enterré chez lui, à Ikenne, et le jour même, une grande partie des vieux politiciens nordistes se sont réunis à Kaduna pour inaugurer le « Comité des anciens du Nord » (*Northern Elders Committee*) vraisemblablement pour aider à résoudre la crise religieuse qui risquait d'être provoquée au Nord-Nigeria. Les leaders de ce comité, comme Inuwa Wada, Musa Yar Adua et Nuhu Bamali, étaient tous des membres importants de l'ancien parti nordiste, le NPC. Ils sont sans doute toujours engagés sur la voie de la préservation d'un Nord uni sous l'égide d'un parti politique hégémonique, lequel deviendrait le parti dominant à Lagos. Bref, ils travaillent à assurer la primauté de l'oligarchie nordiste dans l'équation politique du régime civil prévu pour 1992.

Surpris par cette réunion technique le jour de l'enterrement d'Awolowo, les grands chefs coutumiers yorouba se sont réunis le lendemain, le 7 juin 1987, pour préparer la riposte yorouba, et quelques mois plus tard, les leaders politiques yorouba se sont rencontrés sous l'égide de l'ancien gouverneur de l'État d'Oyo, Bola Ige, pour lancer l'*Egbe Isokan Omo Oduduwa* (Association pour unifier

les descendants d'Oduduwa — fondateur de la nation yorouba) (12). Dès lors une lutte politique « fratricide » s'est déclenchée parmi les trois grands leaders yorouba — Bola Ige, Lateef Jakande et Moshood Abiola — qui, tous trois, prétendaient à la place d'Awolowo comme leader du peuple yorouba. Une tentative de réconciliation entre les veuves de deux anciens prétendants à ce titre a été entreprise, mais Mesdames Akintola et Awolowo ne sont toujours pas prêtes à l'entente.

Pour ne pas se laisser déborder dans cette chasse au pouvoir, le groupe des Igbo a lancé un organisme politique igbo le 2 juillet 1987 — *Oha n'Eze* (Union du peuple et des chefs) sous l'égide de Jérôme Udoji et d'Emmanuel Iwuanyanwu. Parmi les objectifs de cette organisation figure la récupération du soutien des minorités de l'Est qui ont voté systématiquement d'une manière anti-Igbo dans les élections de 1979 et 1983. A cet effet des monuments seront construits à Enugu, l'ancienne capitale de l'Est, en mémoire des leaders issus des minorités de cette région comme Ekpo Eyo.

Cette dimension de la politique tripartite pourrait être renforcée par la politique linguistique décrétée par le gouvernement, à la suite de la recommandation du Bureau politique d'adoption des langues haoussa, yorouba et igbo comme langues nationales.

Toutes ces manœuvres politiques d'ordre tripartite continuent comme si les changements de structures politiques évoqués précédemment n'avaient pas bouleversé les données politiques nigérianes. Pourtant, les élections de 1979 ont clairement démontré que les minorités sont beaucoup plus importantes qu'on n'a pu le penser. Le NPN a gagné les élections présidentielles grâce au soutien de ces groupes minoritaires (13).

En effet, même l'image de la répartition tripartite de la vie politique de la I^{re} République fut beaucoup plus le résultat de la politique répressive des trois partis au pouvoir qu'une véritable représentation de la réalité politique. L'image d'un Nord uni contre l'Est et l'Ouest est une fiction idéologique créée à des fins politiques. Le Nord fut divisé profondément. Il y a d'abord un Nord musulman et un Nord chrétien. Le nord du Nord est composé de deux empires musulmans — le califat de Sokoto et l'empire de Borno, tandis que le sud du Nord était composé d'une constellation de petits groupes ethniques de religion traditionnelle ou chrétienne.

Même le Nord musulman fut profondément fragmenté entre les pôles Borno/Sokoto. Ainsi, en 1954, le BYM (*Borno Youth Movement*) fut créé en riposte à la création du NPC.

(12) *West Africa*, 28/9/87.

(13) Voir B. Dudley, « The Nigerian Elections of 1979. The Voting Decision of » et P. Ollawa « The Nigerian Elections of

1979 : A Further Comment » — *The Journal of Commonwealth and Comparative Politics*, vol. XIX, n° 3, November 1981.

En plus, il existait un fossé idéologique entre le NPC, parti conservateur et très lié au système d'administration indirecte, et le NEPU (*Northern Elements Progressive Union*), un parti radicalement opposé à un tel système de NA. Le pays haoussa se trouvait alors divisé selon cette ligne politique et c'est grâce à l'utilisation des forces répressives de l'État que le NPC a pu se maintenir au pouvoir (14).

Le deuxième fossé au Nord était d'ordre religieux, entre musulmans et chrétiens ; dès 1950 les groupes ethniques minoritaires et chrétiens au Nord ont établi la *Northern Nigeria Non Muslim League* (Ligue du Nord-Nigeria non musulman) qui s'est transformée en un parti politique, l'*United Middle Belt Congress*, en 1953. C'est sous l'égide de ce parti que la première guerre civile nigériane, la révolte des TIV, s'est déroulée au début des années soixante.

Dans l'Est, le différend politique entre le groupe ethnique majoritaire, les Igbo, et les groupes minoritaires de Calabar, d'Ogoja et de l'État des Rivières a provoqué le lancement du mouvement COR (Calabar, Ogoja, Rivières). La deuxième guerre civile au Nigeria a failli éclater en février 1966, au moment où le major Isaac Boro a entamé un combat armé pour la création d'une République du COR (15).

A l'Ouest, bien que la région soit la plus homogène sur le plan ethnique et linguistique, les divisions politiques furent les plus aiguës du Nigeria. Ce n'est pas pour rien que les journalistes ont dénommé la région : « *Wild West* » (l'Ouest sauvage). La région s'est déchirée en factions politiques et l'incapacité de l'État nigérian à y imposer un minimum d'ordre et de paix a finalement précipité le premier coup d'État de janvier 1966.

Toutes ces fissures politiques se sont manifestées lors des élections de 1979 d'une manière éclatante. Débarrassés des appareils répressifs des partis au pouvoir, beaucoup d'États ont pu exprimer une nouvelle manière de voter. Par exemple, le parti conservateur, le NPN, a pu gagner seulement 5 des 10 États du Nord. De plus ses résultats furent décevants dans son « bastion » en pays haoussa et musulman, où les votes se sont dirigés vers d'autres partis.

Joseph Tarka, ancien leader de l'UMBC, a quant à lui conduit ses supporters minoritaires du *Middle Belt* à voter NPN. A l'Est, des États COR ont refusé de voter pour un parti qu'ils considéraient comme igbo — le NPP (*Nigerian Peoples Party*). A l'Ouest, les Yorouba, qui n'ont jamais voté en bloc pour un seul parti, ont finalement trouvé une brève unité de scrutin, eux aussi, en votant pour l'UPN (*Unity Party of Nigeria*) d'Obafemi Awolowo.

(14) B. Dudley, *Parties and Politics in Northern Nigeria*, London, Frank Cass, 1968, p. 89.

(15) Isaac Boro, *The Twelve Day Revolution*, Benin, Idodo Umeh Publishers, 1982.

La troisième tendance nettement remarquable dans le corps politique est le bipartisme, qui ne s'exprime que pendant les périodes électorales. C'est ainsi que, pour les élections fédérales de 1964, tous les partis politiques se sont regroupés en deux blocs. Côté gouvernemental, la NNA (*Nigerian National Alliance*), composée du NPC (*Northern Peoples Congress*), du NNPP (*Nigerian National Democratic Party*) du MDF (*Midwest Democratic Front*) et du NDC (*Niger Delta Congress*). L'opposition, elle, qui s'appelait alors UPGA (*United Progressive Grand Alliance*), est composée du NCNC (*National Congress of Nigerian Citizens*), de l'AG (*Action Group*) et du NPF (*Northern Progressive Front*), qui lui-même fut une alliance de l'UMBC (*United Middle Belt Congress*) et du NEPU (*Northern Elements Progressive Union*). Ces alliances ponctuelles n'avaient rien d'organique sur le plan politique. En effet, les alliances changeaient d'une élection à l'autre. A titre d'exemple, l'UMBC a fait alliance avec le NPC, l'AG et le NEPU à des moments différents.

Pendant les élections de 1983, le système d'alliance a encore une fois pris la forme « gouvernement contre opposition ». Le NPN, parti au pouvoir, a pu provoquer des désaffections dans tous les autres partis qui se sont joints à lui tandis que tous les autres partis et formations d'opposition se sont réunis dans le PPA (*Progressive Parties Alliance*). La tentative de créer un grand parti d'opposition à partir du PPA — le NPN (*Progressive Peoples Party*) — fut bloquée par des tracasseries administratives venues du NPN.

Le projet actuel du régime Babangida, qui vise à limiter l'organisation politique à deux partis politiques, est une nouvelle donnée dans la vie politique nigériane. Jusqu'ici, le système partisan nigérian a été toujours multipartite. Le général Babangida veut figer toutes les forces politiques évoquées précédemment en deux fronts. Le problème est que les deux fronts pourront être nord/sud et/ou chrétien/musulman — ce qui serait une manière de fixer définitivement les fissures politiques primaires et de bloquer la flexibilité qui favorise les compromis entre les forces politiques variables du pays. Le projet politique du président Babangida est d'autant plus inquiétant que ce dernier affiche une détermination impitoyable pour réaliser ses objectifs : on peut même se demander si la démocratie nigériane n'est pas menacée.

La crise économique et la montée de la répression

La crise économique qui a suivi la flambée, puis la chute des prix pétroliers est restée un enjeu essentiel dans le paysage politique nigérian. Au moment précis de la prise du pouvoir par Shehu Shagari en 1979, les réserves en devises ont augmenté de trois à

six milliards de naira. Les gouvernements, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau des États, se sont alors engagés dans des dépenses publiques et des importations. En douze mois — de 1980 à 1981, les importations ont augmenté de 45 % (16). Mais, en 1981 même, le déficit budgétaire est monté jusqu'à 3 068 millions de naira, contre 141,6 millions de naira en 1976. Le revenu pétrolier, de 22,5 milliards en 1980, est tombé à 9,8 milliards de dollars en 1983. Le résultat a été le blocage total des exportations vers le Nigeria en avril 1983, suite à l'incapacité du pays de régler les 4 milliards de naira d'arriérés commerciaux à court terme qui se sont accumulés.

Le régime Babangida a fait son apparition le 27 août 1985 avec une étiquette « douce ». Des centaines de citoyens détenus sous le régime de Buhari ont été libérés et le décret n° 4, qui avait littéralement détruit la liberté de la presse, fut abrogé. Dès lors, la presse a qualifié le régime de « gouvernement des droits de l'homme », mais ce visage du régime n'a pas duré très longtemps. En mars 1986, la nation fut choquée d'apprendre que les auteurs d'une tentative de coup d'État avaient été exécutés, et parmi eux le général Mamman Vatsa, ami et pair du général Babangida depuis les bancs du lycée de Bida. L'époque des coups d'État sans effusion du sang est bien finie.

La situation sociale est même beaucoup plus sérieuse. En mai 1986, les étudiants de l'université d'Ahmadu Bello à Zaria qui manifestaient ont été mitraillés par la police, et au moins quatre étudiants ont été tués. Le pays réprova cette brutalité et la centrale syndicale NLC (*Nigerian Labour Congress*) décida alors d'organiser une journée nationale pour exprimer sa solidarité avec les étudiants ainsi que pour protester contre les conditions imposées aux travailleurs par le programme d'ajustement. La riposte du gouvernement a été d'arrêter les leaders syndicaux, de faire fermer les bureaux des syndicats par la troupe et de donner l'ordre de tirer sur les travailleurs qui manifesteraient — mesures extrêmes dans le contexte nigérian.

Dès lors les hostilités sont ouvertes entre les syndicats et le gouvernement et, en décembre 1987, les leaders du syndicat furent encore une fois détenus. En février 1988, le NLC était scindé en deux camps — le camp de Chiroma, comprenant vingt-deux syndicats opposés au régime d'urgence économique nationale imposé par le gouvernement, et un camp sous l'égide de Shamang, comprenant vingt syndicats alliés au gouvernement. Le gouvernement leur

(16) Y. Bangura, « The Politics of Nigeria's Debt Crises », dans *Nigerian Alternatives*, travaux réunis par O. Oculi, ABU Zaria, 1987, et A.R. Mustapha, « Repression and

the Nigerian Political Economy », dans *A. Republic in Ruins*, travaux réunis par S. Mohammed et T. Edoh, ABU Zaria, 1986.

annonça le 29 février 1988 la dissolution du bureau du NLC juste au moment où cette confédération entamait sa campagne contre le plan d'urgence économique et des négociations salariales, les premières après plus de neuf années de gel des salaires.

Pendant que le mouvement syndical était écrasé, le gouvernement annonça des augmentations de prix des produits pétroliers dans le cadre du programme d'ajustement le 10 avril 1988. Mais malgré la dissolution du congrès syndical, les travailleurs et les étudiants ont manifesté contre la politique du gouvernement. A Jos, plus de dix personnes ont été tuées pendant les manifestations et des commissariats de police, des tribunaux et des voitures officielles ont été incendiés. A Ilorin même, les marchés et les petits commerçants ont fermé en signe de protestation. A Kano, les manifestants ont « libéré » des centaines de tonnes de céréales qui appartiennent à l'État et les ont distribuées aux pauvres. Une grève nationale, déclenchée le 13 avril, a duré deux semaines malgré la menace du gouvernement de renvoyer tous les travailleurs grévistes. Le gouvernement fut alors obligé de relâcher tous les syndicalistes détenus et de retirer sa menace de licencier les grévistes avant que les travailleurs acceptent de retourner à leurs postes de travail. Plus de quarante universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur furent fermées pour calmer les étudiants et maintenir une paix sociale de plus en plus introuvable.

Au milieu de son mandat, prévu pour cinq ans, le général Babangida et son régime montrent une volonté déterminée de transformer le paysage politique et économique du Nigeria. Sur le plan politique, le changement se dirige vers une démocratie guidée et contrôlée fondée sur deux partis politiques choisis par l'État et animés par une nouvelle génération de politiciens dits « non extrémistes ». Sur le plan économique, la volonté du gouvernement est d'imposer le programme d'ajustement structurel du FMI, d'alléger l'interventionnisme de l'État, voire d'éliminer toute subvention d'État. Donc un mouvement vers une économie libérale.

Ce volontarisme du régime Babangida est toutefois confronté aux mouvements contradictoires de la société nigériane. D'abord, l'histoire contemporaine nigériane est fondée sur un pluripartisme mettant en jeu des forces variables à divers moments de l'histoire. Cette société acceptera-t-elle un bipartisme plaqué et une démocratie imposée d'en haut ? Le peuple nigérian, si politisé et si militant, acceptera-t-il les rigueurs d'un programme d'ajustement aussi dur ?

Jibrin Ibrahim

*CEAN — Institut d'études politiques de Bordeaux
Université Ahmadu Bello, ZARIA*